

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

Infrastructures numériques : le projet "CAB 4 plus" évoqué au palais présidentiel

C'ÉTAIT au cours de l'audience que le chef de l'Etat a accordée, hier, au ministre d'Etat en charge de la Communication et de l'Economie numérique. Plusieurs collaborateurs du numéro un gabonais étaient présents

ONDOUBA'NTSIBAH
Libreville/Gabon

Le projet de la fibre optique intitulé "Central African Backbone" (CAB 4 plus), initié par l'Etat gabonais sous la supervision du ministère l'Economie numérique, l'Agence nationale des infrastructures numériques et des fréquences (ANINF) et d'autres partenaires techniques, était à l'ordre du jour des échanges entre le chef de l'Etat, Ali Bongo Ondimba, et le ministre d'Etat Edgard Anicet Mboumbou Miya-

kou (Communication et Economie numérique). L'entretien a eu lieu, hier, au palais présidentiel. Ce projet financé par la Banque mondiale à hauteur de 13 119 140 000 F Cfa, et dont l'aboutissement est prévu pour très bientôt, devrait permettre au Gabon d'améliorer la fluidité de la fourniture internet sur l'ensemble du territoire national. Cela, tout en diminuant les coûts des communications. Il vise aussi à relier les pays de la sous-région.

De manière concrète, le projet "CAB 4 plus" porte sur le déploiement de près de 2000 KM de fibre optique et l'interconnexion de 26

villes des provinces à la capitale Libreville. Il s'agit de l'Estuaire, du Haut-Ogooué, du Moyen-Ogooué, de l'Ogooué-Ivindo et de l'Ogooué-Lolo. Le projet intègre également la construction d'un Dactacenter national subdivisé en deux unités, dont une localisée dans la commune de Franceville, et une autre dans la Zone économique de Nkok (Ntoun). Ces deux unités fourniront des services d'hébergement et de stockage de données.

A noter qu'au terme des échanges, le président de la République s'est réjoui des efforts consentis par le



Photo: DR

Plusieurs collaborateurs du chef de l'Etat ont assisté à l'audience.

gouvernement à travers le ministère de la Communication et de l'Economie numérique, pour l'avancement de ce projet. Occasion également pour Ali Bongo

Ondimba d'exhorter les autorités dudit département ministériel à garantir la mise en place totale de cette initiative. Le tout pour le plus grand bien des populations.

Entre nous soit dit Ni absolution, ni rémission rien que la punition

QUI pourrait nous expliquer les raisons qui poussent tant d'agitateurs et de prétendues sentinelles, à nous alerter sur le chaos qui nous guette ? Les réseaux sociaux, ainsi qu'une certaine presse, nous submergent, et ce avec des accents outrageusement alarmistes et particulièrement inquiétants, d'un futur fait de désolation, de larmes et de sang.

Dans leurs élucubrations fantasmées, de même que dans leur transe hallucinatoire, ces énergumènes nous font état d'un catalogue d'assassinats programmés. Avec un cruel manque d'empathie, ils vont faire une pernicieuse et abjecte exploitation de la douleur, autant que de l'affliction réelle qui étreignent certains compatriotes.

Nous avons à considérer cette accumulation de faits séditieux avec la gravité qui sied. Le tort serait de croire que ce sont là des agissements inconséquents venant d'esprits égarés. Tout ce fiel déversé en flots ininterrompus vise un objectif précis. Il faut ici faire fi de toute élégance spirituelle ou de mépris...

Il y a peu, un de ces activistes publiait sur la toile le récit des frasques fictionnelles d'un attentat auquel il aurait échappé. Dans le même temps, un de ses comparses nous contait une fable ubuesque au travers de laquelle il impliquait les plus hautes personnalités de l'Etat, dans une démarche de destitution. Aussi grossières et insensées que puissent être toutes ces manœuvres, il ne fait aucun doute que c'est l'implosion de notre cohésion sociale et de notre vivre-ensemble qui est la cible de ces nervis.

Cela parce qu'ils ont décidé de s'affranchir de tout, en s'autorisant les travers les plus ignobles. Avec une farouche détermination, ils vont jusqu'à vouloir susciter les instincts les plus bas et infects de l'âme humaine. A longueur de posts et autres publications, ils ressortent la nauséuse et immonde racine identitaire, dans le but de créer l'électrochoc qui sortira le peuple de la torpeur et de l'engourdissement. Nous recommandons qu'il soit opposé à ces ostrogoths une réponse énergique, en considération de leurs intentions criminelles. Sous d'autres cieux, leurs comptes et sites seraient déjà bloqués. Et cela, n'est point une entorse aux principes démocratiques du Gabon. Bien au contraire, il s'agirait là, d'une action salutaire et hautement patriotique. Bassé !

Teddy OSSEY*

*Chroniqueur



CAISSE NATIONALE
DE SECURITE SOCIALE

COMMUNIQUE
(Portant démenti compte Twitter)



Un compte Twitter faussement attribué à la Caisse Nationale de Sécurité Sociale du Gabon circule à nouveau sur les réseaux sociaux.

La CNSS tient à rappeler à ses usagers et à ses différents partenaires, qu'elle ne dispose que d'une seule Page Facebook, "caissenationaledesecuritesocialegabon" et d'un site Web, "www.cnss.ga."

À cet effet, toute autre information provenant d'autres plateformes ou comptes, que ceux ci-dessus cités, n'engage nullement sa responsabilité.

Notre ambition : mieux vous servir

Fait à Libreville, le 15 juin 2020

La Direction Générale

Boulevard de l'Indépendance • B.P. : 04 Libreville - Gabon • Tél. : (+241) 011 79 12 00 • Fax. : (+241) 011 74 64 15
Centre d'appels : 1632 • Cellule priorités clients : 1631 • www.cnss.ga • facebook : caissenationaledesecuritesocialegabon-officiel